

Renseignements Concernant Le Contribuable Pour Les Personnes Déclarant Avec Un Numéro ITIN

Inquiétudes Relatives
à La Confidentialité
Des Données



Aperçu De La Situation

La loi fédérale limite strictement la possibilité pour l'IRS de communiquer des données relatives aux impôts avec les agences extérieures au Département du Trésor. La confidentialité des contribuables est essentielle pour assurer que les individus, y compris les immigrants quel que soit leur statut d'immigration, puissent s'acquitter de leurs devoirs en matière d'imposition sans craindre de représailles de la part des services de répression de l'immigration.

La loi fédérale limite strictement la possibilité pour l'IRS de communiquer des données relatives aux impôts avec les agences extérieures au Département du Trésor. La confidentialité des contribuables est essentielle pour assurer que les individus, y compris les immigrants quel que soit leur statut d'immigration, puissent s'acquitter de leurs devoirs en matière d'imposition sans craindre de représailles de la part des services de répression de l'immigration.

Grâce à une séparation claire entre les services de répression fiscale et les services de répression de l'immigration, l'IRS permet aux personnes n'ayant pas accès à un numéro de sécurité sociale de déclarer leurs revenus en utilisant un numéro d'identification fiscale individuel (ITIN). Cela profite à la collecte d'impôts par le gouvernement fédéral et les gouvernements des États. Les immigrants sans papiers paient 96,7 milliards de dollars en impôts fédéraux et plus de 3 milliards de dollars à l'État de New York.

Le nouveau gouvernement du président Donald Trump a indiqué son souhait de renforcer le rôle de l'IRS (Internal Revenue Service) dans les pratiques de répression de l'immigration, soulevant des inquiétudes relatives à la confidentialité des données, la sécurité financière et le ciblage des communautés immigrantes. Le 16 février, The Washington Post a indiqué que le Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) dirigé par Elon Musk avait cherché à accéder à des données sensibles de l'IRS protégées par la loi fédérale. De plus, le 27 février, le Département de la sécurité intérieure a demandé les adresses de plus de 700 000 personnes soupçonnées d'être sans papiers.

L'IRS a refusé l'accès à DOGE et au DHS l'accès à ses fichiers. Le jour suivant, le Commissaire intérimaire Doug O'Donnell a pris sa retraite l'IRS. Le changement de direction a poussé la Commissaire Melanie Krause à déclarer sa volonté de collaborer avec les services de répression de l'immigration.

Les tentatives illégales de DOGE et du DHS d'accéder à des informations sensibles relatives aux contribuables sont très inquiétantes. Elles mettent en danger les protections légales en place et constituent un précédent dangereux qui pourrait permettre une mauvaise utilisation des données à des fins de répression de l'immigration.



Risques relatifs à la confidentialité. Les contribuables immigrants représentent un apport de 96,7 milliards de dollars dans l'économie américaine et plus de 3 milliards de dollars dans l'État de New York. Au vu des informations essentielles dont l'IRS est dépositaire, une utilisation non autorisée des données de l'IRS pourrait mettre les contribuables en danger. De plus, l'accès aux informations sensibles d'un groupe de personnes affaiblit les protections en place pour tous. Cela sape la crédibilité et la fiabilité de l'IRS et compromet l'ensemble du système d'imposition.



Incidences néfastes sur la collecte d'impôts. Si la confiance dans l'ensemble du système d'imposition est sapée car les immigrants sans papiers pensent que leurs données peuvent les exposer à des conséquences sur le plan de l'immigration, beaucoup choisiront de ne pas déclarer leurs revenus, et moins d'impôts seront collectés. À New York, où les immigrants sans papiers représentent un apport de plus de 3 milliards de dollars, cela serait catastrophique pour l'économie.



Incidences néfastes sur l'emploi. Un ciblage accru des petites entreprises dirigées par des immigrants ou soupçonnées d'employer des immigrants sans papiers pourrait entraîner la disparition d'emplois et une instabilité économique. Si les employeurs pensent qu'ils risquent de subir une surveillance fiscale stricte, ils pourraient choisir de n'employer personne sur la base d'un numéro ITIN, ce qui renforcerait la pression financière créée par des prix déjà gonflés. Cela peut aussi avoir des conséquences collatérales et marginaliser davantage des immigrants déjà vulnérables. Une augmentation de l'emploi clandestin, qui n'est pas déclaré à l'IRS, renforce les risques de vol de salaire et autres situations d'exploitations du travail.



Incidences sociales néfastes et conséquences sur la pauvreté. Des millions de familles ayant un statut mixte (avec/sans papiers) dépendent d'avantages fiscaux (comme le crédit d'imposition pour la garde d'enfants ou le crédit d'imposition sur la base du revenu) pour assurer leurs besoins basiques. Si ces familles craignent que leurs données sensibles puissent être utilisées pour les cibler, elles pourraient ne pas recourir aux services essentiels conçus pour les soutenir.

Bien que les multiples tentatives illégales du gouvernement Trump pour accéder à des informations sensibles aient été rejetées par l'IRS, elles soulèvent plusieurs inquiétudes pour les immigrés et le grand public quant à l'utilisation abusive potentielle des dossiers des contribuables et aux conséquences négatives que cela peut entraîner sur la collecte des impôts

La situation est encore en train d'évoluer et des organisations ont déposé une plainte contre l'IRS pour empêcher la divulgation illégale d'informations contenues dans les déclarations d'impôts aux services de répression de l'immigration. Cette ressource cherche à comprendre les implications de ces événements et leurs conséquences potentielles en prenant clairement position en faveur des droits publics.

Questions et Réponses

Inquiétudes relatives aux numéros ITIN et à la confidentialité des données

QUESTION

Qu'est-ce qu'un numéro ITIN ?

RÉPONSE: Les numéros ITIN (numéro d'identification fiscale individuel) ont été créés uniquement pour être des numéros d'identification fiscale. Cependant, depuis leur lancement en 1996, l'élargissement de leurs fonctionnalités et de leurs utilisations les a rendus de plus en plus pertinents pour les communautés immigrantes.

Aujourd'hui, les numéros ITIN permettent aux personnes ne pouvant pas prétendre à un numéro de sécurité sociale de montrer qu'elles se soumettent aux lois fédérales sur l'imposition, d'accéder au système bancaire et d'obtenir des prêts et des hypothèques. Dans l'État de New York, un numéro ITIN permet de recevoir certains avantages fiscaux, d'obtenir un permis de conduire ou de bénéficier des frais d'université réservés aux résidents de l'État.

Cependant, un numéro ITIN ne permet pas de prétendre aux avantages de sécurité sociale ni au crédit d'impôt relatif au revenu. Il ne permet pas de changer un statut d'immigration ni d'obtenir d'autorisation de travail aux États-Unis.

QUESTION

Pourquoi le numéro ITIN est-il important ?

RÉPONSE : La loi fédérale exige de la plupart des personnes présentes aux États-Unis de payer un impôt sur le revenu, quel que soit leur statut d'immigration. Un numéro d'identification fiscale individuel ou ITIN est un numéro à 9 chiffres servant à traiter les déclarations fiscales et attribué par l'IRS (Internal Revenue Service). Il permet aux individus de déclarer leurs revenus même s'ils ne peuvent pas prétendre à un numéro de sécurité sociale (SSN).

QUESTION

J'ai entendu dire que DOGE/l'ICE/le DHS/les services de répression de l'immigration voulaient accéder aux données relatives aux impôts. Que se passe-t-il ?

RÉPONSE : Depuis les premières semaines de son deuxième mandat, le Président Donald Trump a émis une série de déclarations soulignant le rôle de l'IRS dans sa stratégie relative à l'immigration, qui comprend l'attribution aux enquêteurs criminels de l'IRS et à d'autres membres

du personnel du Département du Trésor d'effectuer des tâches de répression de l'immigration.

En février 2025, The Washington Post a indiqué que le Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) mené par Elon Musk avait cherché à accéder à des données protégées de l'IRS. Peu après, le Département de la sécurité intérieure (DHS) a demandé les adresses de plus de 700 000 personnes soupçonnées d'être sans papiers.

L'IRS a refusé à DOGE et au DHS l'accès à ses fichiers. Mais le jour suivant la demande du DHS, le Commissaire intérimaire Doug O'Donnell a annoncé son départ à la retraite. Sa successeuse, Melanie Krause, a indiqué sa volonté de coopérer avec les services de répression de l'immigration.

QUESTION

Le gouvernement peut-il réellement divulguer mes informations fiscales personnelles avec d'autres agences ?

RÉPONSE : Non. La section 6103 du Code des impôts interdit à l'IRS de divulguer vos informations fiscales à moins d'une exception juridique spécifique. De plus, le titre 26, section 7217 du Code des États-Unis interdit aux hauts fonctionnaires du gouvernement, y compris le président, d'accéder aux données d'un contribuable en particulier ou d'interférer avec un audit. Le Congrès a mis en place ces protections pour éviter tout abus de pouvoir après les mesures excessives et controversées prises par le président Nixon. Cependant, il faut savoir que les données relatives aux impôts peuvent être divulguées aux agences des forces de l'ordre pour enquêter sur des crimes non fiscaux ou à l'administration de la sécurité sociale pour calculer l'impôt à payer au titre de la sécurité sociale et de Medicare.

QUESTION

Qu'est-ce que la loi sur la confidentialité de 1974 et comment me protège-t-elle ? Quels sont mes droits relatifs à la confidentialité ?

RÉPONSE : La loi sur la confidentialité de 1974 a été créée pour éviter toute utilisation abusive des informations personnelles détenues par le gouvernement. Elle assure que les agences fédérales protègent vos informations, notamment vos informations fiscales comme votre numéro ITIN et d'autres informations partagées avec l'IRS, maintiennent leur exactitude et ne les divulguent que dans des circonstances définies par la loi. Vous avez aussi le droit de consulter et de corriger les données vous concernant détenues par les agences fédérales. Toute violation de la loi sur la confidentialité de 1974 donne aux individus le droit de porter plainte contre le gouvernement.

QUESTION

Une agence peut-elle créer un nouveau système en utilisant mes informations personnelles sans mon consentement ?

RÉPONSE : Non. Conformément à la loi sur la confidentialité, tout nouveau système gouvernemental qui collecte des données personnelles doit être rendu public, publié dans le Registre fédéral et ouvert à la discussion publique avant d'être mis en place. Extraire des données personnelles de systèmes existants sans autorisation pourrait constituer une violation de la loi sur la confidentialité.

QUESTION

Comment savoir si mes données personnelles sont divulguées ?

RÉPONSE : Les agences fédérales ont l'obligation d'exposer la manière dont elles utilisent et partagent les données, en général dans des documents accessibles au public. La loi sur la confidentialité vous permet aussi de demander accès à vos propres dossiers pour voir quelles informations vous concernant sont stockées.

QUESTION

Que se passe-t-il si une agence fédérale viole la loi sur la confidentialité ou les sections 6103 ou 7217 du Code des impôts (IRC)?

RÉPONSE : Les agences ou individus qui violent ces lois peuvent subir des conséquences sur le plan juridique, dont des peines civiles et criminelles. Par exemple, une divulgation non autorisée de données de l'IRS peut être passible de peines de prison. Les violations de la loi sur la confidentialité donnent aux individus matière à porter plainte contre le gouvernement si leurs informations sont divulguées de façon inappropriée.

QUESTION

Que se passe-t-il ou quelles sont les conséquences si je ne remplis pas de déclaration de revenus ?

RÉPONSE : Déclarer ses revenus permet à un individu d'être en règle par rapport aux lois fédérales sur l'imposition. Cela peut aider à prouver une bonne moralité et une présence physique aux États-Unis. Ne pas déclarer ses revenus peut compliquer votre situation sur le plan de l'immigration. Cela peut entraîner des sanctions, le paiement d'intérêts sur les impôts dus et la perte d'éventuels crédits d'impôt.

QUESTION

Quelle est la date limite pour déclarer ses revenus ? Puis-je demander une extension ?

RÉPONSE : Oui. Vous pouvez demander une extension en remplissant le formulaire 4868 de l'IRS. Cela vous donnera six mois de plus (jusqu'au 15 octobre) pour envoyer votre déclaration. Gardez à l'esprit que l'extension s'applique uniquement à la déclaration et non au paiement des impôts dus. Pour éviter les sanctions et le paiement d'intérêts, il est conseillé d'estimer et de payer tout impôt dû avant la date limite d'avril.

Si vous n'avez pas de numéro ITIN à la date limite, vous pouvez demander une extension avec le formulaire 4868. Lorsque vous le remplissez, vous devrez inscrire « numéro ITIN à demander » dans le champ du numéro de sécurité sociale (SSN) pour indiquer que votre demande de numéro ITIN est en cours de traitement. L'IRS vous permettra de déclarer vos revenus une fois votre numéro ITIN attribué.

QUESTION

Comment puis-je protéger mes informations personnelles.

RÉPONSE : Restez informés sur vos droits au titre de la loi sur la confidentialité et des sections 6103 et 7217 du Code des impôts (IRC). Si vous pensez que vos données personnelles ont été utilisées de façon inappropriée, vous pouvez déposer une plainte auprès de l'agence concernée, comme l'IRS ou l'administration de la sécurité sociale. Des organisations comme New York Civil Liberties Union fournissent des conseils sur la protection de la confidentialité et de l'autonomie.

Ressources Supplémentaires

Pour plus d'informations, rendez-vous sur

- Loi sur la confidentialité de 1974 : <https://www.justice.gov/opcl/privacy-act-1974>

Demande au titre de la loi sur la confidentialité : [Bureau de protection de la confidentialité et des libertés civiles | Demandes au Département de la Justice au titre de la loi sur la confidentialité](#)
- Vous pouvez voir si vous devez payer des impôts sur le lien suivant : [vérifiez si vous devez déclarer vos revenus | Internal Revenue Service](#)
- Déclaration de droits des contribuables de l'IRS : <https://www.irs.gov/taxpayer-bill-of-rights>
- Des agents de certification d'acceptation par l'IRS comme [La Victoria Foundation](#) peuvent vous aider à authentifier vos documents et à les soumettre immédiatement afin d'éviter de les envoyer à l'IRS : <https://lavictoriafoundation.org/>
- IRS — Comment demander une extension pour déclarer vos revenus, formulaire et instructions : <https://www.irs.gov/pub/irs-pdf/f4868.pdf>
- Politique de confidentialité de la sécurité sociale : <https://www.ssa.gov/privacy/>
- NYCLU — Protéger la confidentialité et l'autonomie [Protéger la confidentialité et l'autonomie — NYCLU](#)

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez contacter Vladimir Tlali à vtlali@nyic.org